

Le Combat Social

FO 49

Bulletin d'informations de l'Union Départementale cgt-FO de Maine-et-Loire

N°3-2026 Avril | 1 €





L'éditorial de Magali Lardeux

LE COMBAT SOCIAL FO 49

(Prix : 1 €)

Imprimé à l'UD
CGT-Force Ouvrière
de Maine-et-Loire
14, place Louis Imbach
49100 ANGERS
02 41 25 49 60
udfo49@force-ouvriere.fr

www.fo49.fr

Inscrit à la CPPAP
n° 1230 S07 442

Directrice de
publication :

Magali LARDEUX

Sommaire

- 2/3 Édito de Magali Lardeux/
- 4 Victoire à Angers/ Congrès départemental DGFIP
- 5 AG AFOC 49
- 6/7 Déclaration de la CA de l'UD
- 8/9 Meeting contre la guerre du 1er Avril
- 10 Carte scolaire / Grève VSE
- 11 Pouvoir d'achat des salariés
- 12 Soutien aux salariés de «Bien dans sa maison»
- 13 Contre la loi Yadan
- 14 Non à l'ASU
- 15 AG Santé Privée 49 / Cécile et Jacques enfin libres !

Camarades,

Plusieurs Unions Départementales et fédérations ont d'ores et déjà signé l'appel au meeting international contre la guerre du 20 juin 2026 à Londres. Notre UD en est totalement partie prenante.

La coopération contre la guerre qui se constitue à l'échelle internationale est vitale pour les travailleurs du monde entier. Samedi 28 mars, 8 millions ont manifesté aux Etats-Unis, 500 000 à Londres et 300 000 à Rome dans le cadre du mouvement international No Kings Day contre la politique guerrière de Trump et l'augmentation des dépenses militaires. À l'intérieur même d'Israël, ils étaient un millier à manifester dimanche 29 mars, dans des conditions extrêmement difficiles. **Cette résistance est un formidable bol d'air contre l'impuissance de ce qu'on veut nous vendre comme inéluçable, et qui ne l'est pas !**

La résistance des peuples est immense et notre syndicalisme, résolument du côté des travailleurs, occupe sa place. Depuis plusieurs mois, nous participons à toutes les initiatives pour obtenir un cessez-le feu immédiat, l'ar-

rêt des livraisons d'armes et l'arrêt de la participation du gouvernement Macron-Lecornu à cette folie meurtrière. Nous prenons également des initiatives pour chercher l'unité, comme le 18 mars 2026 devant la Préfecture d'ANGERS contre les bombardements sur l'IRAN.

En France, Emmanuel MACRON et son septième 1er Ministre, viennent de débloquer 8.5 milliards supplémentaires pour acheter des munitions, ajoutent 36 milliards aux 413 milliards de la loi de programmation militaire d'ici 2030, font construire un porte-avion à 12 milliards sans les options, commande une nouvelle frégate hors de prix ... Des milliards et des milliards d'argent public sur le dos de travailleurs pour aller tuer d'autres travailleurs ! Car, alors que la France ne portait soi-disant aucune responsabilité dans le génocide à Gaza, Netanyahu vient de menacer de ne plus lui acheter d'armes. **Des armes françaises sont bel et bien utilisées pour massacrer femmes et enfants à Gaza, au Liban, en Iran ... d'où nous sommes si soulagés que nos camarades Cécile et Jacques ait été enfin libérés après avoir survécu**

aux bombardements israéliens sur la prison d'Evin !

La marche à la guerre s'accompagne forcément d'un budget d'austérité au nom de l'effort de guerre. Ainsi, plus de 30 milliards seraient économisés sur le dos des services publics dont 4000 postes d'enseignants, 1891 postes dans les écoles. Les conséquences de ce budget provoquent **la colère des personnels, des parents, des élus... 49 écoles sont menacées dans le département !** Depuis plusieurs semaines, des parents décident d'occuper les écoles. L'UD relaie et apporte le soutien interprofessionnel aux Camarades de la FNEC mobilisés aux côtés des professeurs.

L'«effort de guerre», c'est la casse brutale des droits et des libertés : remise en question du 1er mai chômé, chasse à l'« absentéisme », à la « fraude sociale », baisse du coût du travail avec le blocage des salaires, versement de 50 euros obligatoires pour une procédure Prudhommes, remise en cause des CESER, discussion autour d'un nouveau régime de retraite dans la « conférence TER », économies massives dans les services pu-

blics, attaques tout aussi massives contre la Sécurité sociale...

Le contexte est également à la **destruction des emplois** ! Michelin, Auchan, IKKS, XPO, ... **Ce n'était pas arrivé depuis dix-huit ans selon l'INSEE : notre région a perdu 5 600 emplois en un an**, tout autant dans le secteur privé (-0,4 %) que dans le secteur public (-0,2 %). Le taux de chômage a augmenté de 0,6 %. **Métallurgie, chimie, plasturgie, textile et bois papier : c'est surtout l'industrie qui trinque.** Elle cumule la 1/2 des pertes d'emplois dans la région (2 800), soit le double de la moyenne nationale. Les biens d'équipement perdent 550 emplois et la construction laisse 670 emplois sur le carreau. Le secteur du tertiaire marchand a lui aussi perdu 1 170 emplois, une première depuis 2009. Par ailleurs, le taux de défaillances des entreprises s'accroît : en 2025, celui-ci a grimpé de + 21 %, avec **3 200 défaillances enregistrées**, un record, beaucoup plus que sur le plan national (+ 3,1 %).

Bien entendu, l'industrie de guerre, n'est pas « la solution » ! Non seulement, elle ne compensera jamais le nombre d'emplois détruits mais, par ailleurs, les salariés la refusent ! Ils la refusent à Scania où les camions à destination d'Israël sont tagués, à France Travail où les personnels refusent d'orienter les jeunes chômeurs vers l'armée, dans l'enseignement où nos Camarades rejettent « le projet de loi sur l'enseignement à la défense » à raison d'une heure par semaine à partir de la 6ème.

Les mobilisations se multiplient, dans l'enseignement mais aussi dans le secteur médico-social comme au Village St Exupéry pour les effectifs. Nous avons des victoires FO grâce à l'action syndicale avec **l'obtention d'une prime exceptionnelle de 100 à 150 euros pour les agents mobilisés sur l'épisode des crues grâce à FO territoriaux** ou grâce au rapport de force avec l'obtention de 12 à 18 jours de repos pour les kinés et ergothérapeutes de VVY3 PDL.

Nos Camarades dans les entreprises font de leur mieux pour obtenir des avancées salariales dans le cadre des NAO comme à Wibaïe ou Scania, mais l'inflation du carburant et bientôt des denrées alimentaires prend les salariés à la gorge. Pour ce qui est des fonctionnaires, rappelons que la FGF-FO revendique la compensation de ce qui leur a été volé depuis 2000 soit ... 32,7% de la valeur du point d'indice !

Le conflit au Moyen-Orient qui fait flamber les prix du gaz et des carburants, rassemble tous les salariés autour d'une même exigence : ramener les prix à un niveau au moins équivalent à celui observé avant le déclenchement du conflit, plafonner le prix des carburants, revaloriser les salaires et les pensions du secteur public ainsi que les barèmes des indemnités kilométriques.

Notre Union Départementale a saisi le Préfet de Maine-et-Loire et incité tous les syndicats FO à saisir leurs employeurs. Elle a par ailleurs apporté concrètement son soutien aux **aides à domicile de l'entreprise « Bien dans sa maison »** des agences de Cholet et St-Macaire-en-Mauges, confrontées comme l'ensemble des salariés à cette hausse brutale de plus de 30 % du coût du carburant, en grève à compter du 1er avril 2026 afin d'arrêter de payer pour exercer leur métier.

Nous intervenons dans les différentes instances où nous siégeons, auprès des députés, du Préfet, mais nous le savons : ce qui permettra de gagner sur les revendications, de faire reculer le gouvernement sur sa volonté de remettre en cause le coût du travail, nos droits et nos libertés, sera le combat interprofessionnel et passera par l'organisation de la grève, si possible dans l'unité la plus large.

C'est pourquoi, notre Union départementale met tout en œuvre, conformément au mandat de sa Commission administrative, pour un premier mai unitaire, sur nos revendications : **contre la guerre, et pour les revendications dont l'abrogation de la réforme des retraites, qui pour nous, n'est pas un dossier clos ! Non à un système universel de retraite par points ou capitalisation !**

Dans une situation où la guerre et le fascisme sont à l'ordre du jour dans de nombreux pays du monde, deux fléaux pour l'existence même du syndicalisme, notre Congrès Confédéral revêt une importance toute particulière. **La situation, historique, rend l'enjeu de préservation d'une confédération indépendante, combative et à la hauteur de cette situation, vital pour la classe ouvrière.**



EN DIRECT DES SYNDICATS

Victoire à la ville d'Angers

Nos camarades du syndicat FO ville d'Angers ALM et CCAS ont sollicités le maire pour demander qu'une prime exceptionnelle soit attribuée aux agents qui s'étaient mobilisés lors des inondations de février dernier.

En effet lors de cette «catastrophe

naturelle», de nombreux agents de la ville d'angers sont venus, en dehors de leur temps de travail, en dehors de leurs missions habituelles, sans avoir le matériel nécessaire, aider la population et préparer la ville à vivre sous l'eau.

Nos camarades, après avoir été sollicités par les agents, ont écrit

aux élus pour demander la mise en place d'une prime exceptionnelle.

Grâce à leur action la ville va mettre en place une prime de 100 à 150€ en fonction de la durée de mobilisation des agents.

C'est une belle victoire pour nos Camarades, une victoire FO !

Congrès départemental FO DGFIP 49



Le congrès départemental (AG) de la section FO DGFIP de Maine-et-Loire s'est tenu vendredi 6 mars 2026 salle Pelloutier à la Bourse du travail d'Angers. Le record du nombre de camarades et collègues présents a été battu !

C'est avec une grande tristesse et une vive émotion que les travaux ont débuté. La Secrétaire départementale Manuela Bodin a rendu hommage à notre camarade Nadine Ollivier, une minute de silence a été observée associant notre collègue Binali Dogan, décédé récemment.

Puis la secrétaire départementale Manuela Bodin a présenté le rapport d'activité de la section et celui du CSAL FS (ex CHSCT). Christel Lucas, secrétaire adjoint, a présenté celui du CSAL (ex CTL), Marie Astrid Rollet celui de l'ac-

tion sociale (CDAS). Le trésorier, Romuald Wiart, dans son rapport, a indiqué que le nombre d'adhérents a encore progressé en 2025, les départs à la retraite sont largement compensés par les nouvelles adhésions.

Tous les rapports ont été approuvés à l'unanimité. Face à la politique d'austérité et les constats de baisse du pouvoir d'achat, de dégradation du service public, d'attaque de notre protection sociale, les revendications de FO en matière salariale, de service public, de défense de la sécurité sociale, l'abrogation de la réforme des retraites, sont légitimes.

Les représentants FO DGFIP 49 ont rappelé, dans leurs interventions, la nécessité de continuer à se battre au quotidien afin d'améliorer les conditions de travail des agents. Lors de cette Assemblée Générale, beaucoup de sujets ont été abordés : les

suppressions d'emplois, le «fonctionnaire bashing», l'attractivité de la fonction publique, le télétravail, la Responsabilité des Gestionnaires Publics, la déontologie, les mutations au choix, les ponts naturels, les réformes (PCE, SIP de demain,...), la facturation électronique, le SDIF, la vague de suicides ou tentatives, les incivilités, les conditions de travail en général, les incivilités, les restructurations, le flex office, etc... Comme il a été fait durant la durée des quatre ans du mandat, Il a été précisé l'importance de la diffusion des informations, des revendications et de rendre compte auprès des adhérents puis des collègues de nos nombreuses actions.

Pour information, le Congrès national FO DGFIP s'est déroulé à Najac dans l'Aveyron du 23 au 27 mars 2026. La section était représentée par Manuela Bodin, Ludivine Lightart et Philippe Germond. Christel Lucas y était comme conseiller syndical national.

Le rapport d'activité du syndicat national des 4 dernières années, envoyé préalablement à l'ensemble des adhérents, a été soumis au vote et approuvé à la majorité moins une abstention.

5 amendements sur les motions à discuter lors du Congrès National ont été validés à l'unanimité des présents (2 sur la motion rémunérations et 3 sur la motion conditions de travail).

EN DIRECT DES SYNDICATS

Magali Lardeux, la Secrétaire Générale de l'Union Départementale FO de Maine-et-Loire était présente. Après un tour d'horizon de l'actualité des luttes syndicales départementales et na-

tionales, elle a rappelé les valeurs humanistes de FO, Pain, Paix, Liberté, pour le « cessez le feu » partout où il y a une guerre.

Ce congrès s'est clôturé par un appel à voter et faire voter FO

DGFIP aux élections professionnelles 2026, le syndicat qui reste un syndicat.

Assemblée Générale AFOC 49



L'Assemblée générale de l'AFOC a eu lieu le 17 Mars dernier. Nous étions une trentaine de camarades réunis. Les rapports de Françoise Rochette, Présidente, et de Vincent Jouanneau, Trésorier, ont été approuvés à l'unanimité.

Cette AG a eu lieu dans un contexte de préparation des élections dans les offices HLM en fin d'année.

Les listes de candidatures sont presque complètes. Les camarades intéressés pour représenter les locataires peuvent encore se faire connaître auprès de Françoise. Le contexte inflationniste lié à la guerre a aussi été évoqué et une motion a été adoptée à l'unanimité sur ce sujet. Vous la trouverez ci-dessous :

Motion de l'Assemblée Générale de l'AFOC 49

Depuis le 28 février, les Etats-Unis et Israël ont déclenché une guerre contre l'Iran et le Liban. Cette guerre a déjà causé la mort de plus de 2 000 personnes, principalement des civils. C'est désormais toute la région qui est au

bord du chaos.

La guerre au Moyen-Orient a déjà des conséquences avec la flambée du cours du pétrole et un baril à plus de 100 dollars, tout le monde s'attend dans les prochains jours à une reprise de l'inflation, c'est-à-dire une hausse des prix des matières premières, des biens et des services, ainsi que de l'alimentaire.

Et de manière plus insidieuse, la hausse des taux d'intérêts représente aussi une des conséquences de la guerre en Iran. La France emprunte sur les marchés, mardi 17 mars, à un niveau qu'elle n'avait plus connu depuis près de 15 ans. Ce conflit va nous coûter cher, car il pèse directement sur notre dette.

Pour le président Macron, qui engage déjà la France dans la guerre avec l'envoi d'un porte-avions en Méditerranée, augmentation de la dette rime avec budget d'austérité. Les budgets mis en place pour 2026 s'attaquent déjà aux conquêtes sociales : la loi plein emploi, la loi de financement de la sécurité sociale, la loi de finances, appauvrissent et précarisent les Français.

« La guerre, certains la décident et d'autres la subissent. La guerre, un massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent mais ne se massacrent pas »

L'AFOC 49 a pour mission de défendre l'accès à l'habitat social pour les travailleurs et la défense de leur pouvoir d'achat, force est de constater que les budgets de la guerre vont à l'encontre de ces missions.

Dans ces conditions l'AFOC 49 rejoint l'appel de l'UD FO 49 à participer aux meetings contre la guerre du 1er Avril à Nantes et du 20 Juin à Londres.

Réunie en Assemblée Générale le 17 mars 2026, elle décide de participer financièrement aux trajets pour ses adhérents qui se rendront à Londres à hauteur de 800€. Elle donnera cette somme à l'UD FO 49 qui centralise les inscriptions des camarades.

«L'union des travailleurs fera la paix dans ce monde».

Angers le 17 mars 2026

Voté à l'unanimité des participants

ACTUALITÉS



Déclaration de la CA de l'UD FO 49

La Commission Administrative de l'UD FO du Maine-et-Loire a pris connaissance de la déclaration de la CA de l'UD FO 44 « À quatre semaines du Congrès Confédéral »

L'Union départementale 44 y réaffirme les principes fondamentaux qui ont toujours guidé l'action de notre confédération depuis sa création : le refus de la guerre, la défense de la démocratie et des libertés, l'indépendance et donc la combativité pour la satisfaction des revendications.

1/ Comme les Camarades de l'UD FO de Loire-Atlantique, l'UD FO 49 considère qu'il faut **maintenir et défendre toutes nos revendications :**

- **Notamment le refus d'un système universel de retraite par points ou capitalisation et la revendication d'abrogation de la réforme des retraites Macron / Borne à 64 ans.**
- **L'augmentation générale des salaires, des traitements et des pensions (augmentation minimale au niveau de l'inflation et pratique contractuelle).**
- **La défense de la Sécurité sociale et des services publics**
- **La défense du paritarisme (pratique contractuelle et conventionnelle pour améliorer la situation du salariat).**

2 / Afin de faire aboutir ces revendications essentielles, notre Union départementale considère également qu'il convient de **rechercher l'unité la plus large.**

3 / Considérant que ces revendications ne pourront aboutir dans un contexte de marche à la guerre et de restriction des libertés, l'Union départementale FO de Maine-et-Loire est en accord avec les positions de l'UD FO 44 quand nos camarades indiquent :

« Dans le contexte actuel de marche à la guerre, notre position doit être claire :

- *Arrêt du génocide en Palestine,*
- *Cessez-le-feu immédiat en Iran, au Liban et dans la guerre entre l'Ukraine et la Russie, etc.*
- *Refus et rejet des budgets de guerre (+ 6,7 milliards de plus en 2026 à mettre en rapport avec les 4 milliards en moins de budget pour la santé. Le budget de la « défense » est sur le point de dépasser celui de l'Éducation Nationale !)*
- *Refus de l'enrôlement insidieux ou flagrant de la jeunesse pour servir de chair à canon.*

Aucune stabilité, aucune compromission, aucun soutien à tout gouvernement quelle que soit sa couleur politique qui fait voter des budgets de guerre. »

ACTUALITÉS

Nous sommes en accord avec la proposition qu'**une campagne nationale pour que tout l'argent consacré à la guerre soit immédiatement redirigé vers les besoins sociaux** qui sont urgents pour des millions de personnels et travailleurs qu'on enfonce dans la misère.

« Les horreurs des massacres d'hommes, de femmes et d'enfants, les déplacements forcés de population sont, pour nous syndicalistes qui défendons le progrès et l'émancipation ouvrière, totalement insupportables.

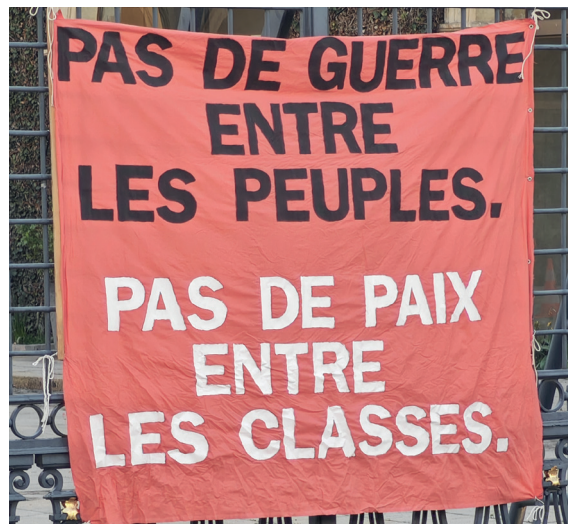
C'est pourquoi, conformément à l'ADN de FO, notre Union Départementale refuse la guerre qui s'étend aujourd'hui sur tous les continents, et appelle à la mobilisation contre celle-ci. »

4 / Concernant la défense de la démocratie et des libertés, notre Union Départementale adhère aux propos et propositions des camarades de Loire-Atlantique, à savoir :

Refus de la répression. Refus de toutes campagnes de calomnies de haine et de mensonge quels que soient ceux contre qui elles sont dirigées.

Nous sommes en accord avec la proposition d'une campagne de sensibilisation et d'information contre toutes les lois liberticides, communautaristes et anti-immigrés (loi sécurité globale qui permet par exemple aujourd'hui de filmer les manifestants, loi séparatisme qui viole la laïcité pour en faire une idéologie au service d'un racisme d'État etc.).

Adoptée à l'unanimité de la CA,
à Angers, le 07 avril 2026



ACTUALITÉS

Meeting contre la guerre du 1er Avril



Une soixantaine de militants du département se sont rendus à Nantes pour ce meeting qui avait pour but de préparer le meeting contre la guerre du 20 juin prochain.

A la tribune se sont exprimés les élus de la ville de Nantes, Erika Cadarsah et William Aucant, Fanny le Nué Militante étudiante à l'Union Pirate, John Rees cofondateur de Stop The War, Alex Gordon Syndicaliste Cheminot Britannique, Jérôme Legavre député, Magali Lardoux secrétaire de l'UD FO 49 qui a lu la contribution d'un militant CGT de la Santé et Michel Le Roc'h Secrétaire de l'UD FO 44. Vous trouverez ci-dessous l'intervention de Michel Le ROC'H:

«En conclusion du meeting du 1er avril contre la guerre. Je vous informe que notre Union Départementale a envoyé aujourd'hui un courrier aux députés du département pour qu'ils ne votent pas la proposition de loi Yadan (qui remet en cause la liberté d'expression et vise à réprimer davantage le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien).

Camarades,

L'Union Départementale Cgt-Force Ouvrière de Loire-Atlan-

tique, après avoir participé à la conférence et au meeting de Paris les 4 et 5 octobre derniers, participera à la conférence et au meeting de Londres les 19 et 20 juin prochains. Les horreurs des massacres d'hommes, de femmes et d'enfants, les déplacements forcés de population sont, pour nous syndicalistes qui défendons le progrès et l'émancipation ouvrière, totalement insupportables.

Le premier ministre a annoncé mercredi de la semaine dernière des commandes supplémentaires de munitions à hauteur de 8,5 milliards d'euros d'ici 2030, dans le cadre de l'actualisation de la loi de programmation 2024 – 2030. C'est 8,5 milliards supplémentaires pour cette folie meurtrière et cette boucherie. 8,5 milliards d'euros, c'est 170 000 postes d'infirmière ou d'enseignants.

Camarades,

Trump et ses vassaux, dont Macron, nous entraînent dans une guerre mondiale contre les peuples. Dans notre pays, les travailleurs ne servent pas encore de chairs à canon, mais ils subissent déjà les conséquences directes de l'économie de guerre, avec l'augmentation du gaz et du prix des carburants. David Amiel, le ministre des comptes publics nous a prévenus

qu'il n'y aurait pas de bouclier tarifaire sur l'essence, les travailleurs devront donc se serrer la ceinture. Dans ces conditions, la responsabilité des secrétaires généraux des confédérations n'est-elle pas d'appeler ensemble à la révolte et d'organiser l'action commune pour exiger le plafonnement des prix des carburants? En tout état de cause, je proposerai dans les prochains jours, à tous les secrétaires d'Unions Départementales, une mobilisation en direction de la préfecture. Ces hausses de prix sont insupportables et alimentent la spéculation.

L'économie de guerre, ce sont également des coupes budgétaires dans les services publics. C'est la raison pour laquelle la situation se tend à l'hôpital et les grèves et manifestations se multiplient. Quand on arrive aux urgences de l'hôpital (si on y arrive), on n'est même plus certain d'en ressortir vivant avant d'être pris en charge. C'est ça la situation mes camarades. On meurt sur les champs de bataille et on peut mourir aux urgences de l'hôpital faute de moyens suffisants. Alors les hospitaliers des urgences de l'Hôpital de Nantes ont entamé une grève le 16 mars dernier pour la création de 10 postes et de 120 lits d'aval. En l'absence de réponse à leurs revendications, ils ont envahi les locaux de la direction. Cela vient après la manifestation de 2000 soignants et habitants à Ancenis au début du mois de mars pour le maintien de l'Hôpital d'Ancenis Notre Union Départementale soutient entièrement ces mobilisations.

Et le 18 mars dernier, Macron est venu à Indre, siège nantais de Naval Group où vont être réalisés les réacteurs nucléaires du porte-avion « la France libre ». Nous avons organisé un rassemblement le mercredi 18 mars à Indre en commun avec la CGT, Solidaires et des organisations comme « guerre à la guerre », et

ACTUALITÉS

la présence de 2 députés du département de la France Insoumise. Un dispositif très important de gendarmes armés jusqu'aux dents avec de multiples tentatives d'intimidation de ces derniers - contrôle d'identité aux accès du lieu du rassemblement, interdiction de porter des chasubles et des drapeaux syndicaux, fouilles - a été déployé. Malgré cela, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées pour dire :

- Non au porte-avion !
- Non à la guerre !
- Non à Macron !

Le porte-avion participe de la marche à cette guerre effroyable que Trump organise contre les peuples. Le porte-avion c'est 12 milliards, mais en réalité avec les avions de chasse, les frégates et les autres navires de guerre, c'est pratiquement 30 milliards sur notre dos. Les actionnaires jubilent déjà. Naval Group a déjà vu, de mars 2024 à mars 2026, son action connaître une hausse d'environ 75 %. L'action de Dassault, quant à elle, affiche une ascension de 52,1 % sur un an. 2026, c'est le jackpot pour les actionnaires grâce à Macron.

Dans le contexte actuel de marche à la guerre, notre Union Départementale a pris position lors de son instance du 23 mars dernier pour :

- l'arrêt du génocide en Palestine,
- le refus et le rejet des budgets de guerre (+ 6,7 milliards de plus en 2026 à mettre en rapport avec les 4 milliards en moins de budget pour la santé). Le budget de la machine de guerre est sur le point de dépasser celui de l'Éducation Nationale !
- le refus de l'enrôlement insidieux ou flagrant de la jeunesse pour servir de chair à canon. Aucune stabilité, aucune compromission, aucun soutien à tout gouvernement quelle que soit sa couleur politique qui fait voter des budgets de guerre.
- le cessez-le-feu immédiat en Iran, au Liban, dans la guerre entre l'Ukraine et la Russie, au Soudan, en Libye et en République démocratique du Congo etc.

cratique du Congo etc.

A ce sujet, je vous informe de la tenue d'une conférence continentale contre la guerre le 11 avril prochain avec des représentants de 11 pays africains. Le titre de l'appel lancé est « Non à la guerre ! Halte à l'impérialisme ! Pour la souveraineté des peuples d'Afrique ». J'ai ici quelques exemplaires de l'appel pour ceux qui souhaiteraient l'avoir.

Camarades,

A l'occasion du congrès de notre confédération à la fin du mois d'avril, la Cgt-Force Ouvrière, nous ferons la proposition qu'une campagne nationale soit décidée pour que tout l'argent consacré à la guerre soit immédiatement redirigé vers les besoins sociaux qui sont urgents pour des millions de personnels et travailleurs qu'on enfonce dans la misère.

Cette proposition correspond à l'ADN de notre confédération. A chaque fois, au moment de la guerre d'Algérie ou des bombardements américains sur Bagdad en 2003, notre confédération a toujours pris position. Pourquoi ne le ferait-elle pas aujourd'hui ?

Camarades,

La place du mouvement ouvrier et des organisations syndicales est de s'engager contre la guerre. On nous prépare à la guerre et il ne faudrait pas mettre toutes nos forces pour l'éviter ? Le préambule des statuts de notre confédération, qui est une reprise des vieux statuts de la CGT, dit : « Les Syndicats Force Ouvrière reconnaissent au mouvement syndical le droit, lequel peut devenir un devoir, de réaliser des rapprochements ou des collaborations en vue d'une action déterminée lorsque la situation l'exige expressément ». Nous sommes dans cette situation et ceci dit, je m'interroge sur le niveau d'indépendance de ceux qui disent que le mouvement ouvrier doit rester en dehors des processus de mobilisation contre la guerre. Pour notre part, nous continuerons à oeuvrer contre la guerre, avec tous ceux qui s'y opposent, syndicalistes, personnalités et députés.

tés et députés.

Camarades,

Partout à l'échelle internationale, les peuples et les classes ouvrières manifestent contre la marche à la guerre et à la barbarie. 500 000 à Londres et plus de 8 millions aux Etats-Unis même contre Trump samedi dernier.

Je voudrais remercier Alex Gordon et John Rees pour leur venue ici à Nantes. On se retrouvera à Londres le 20 juin prochain (...).

Nous allons participer de toutes les mobilisations contre la guerre. Nous serons en particulier à Saint Nazaire le 8 mai prochain à 11H (place de l'Amérique latine) pour le « Cessez le feu partout, du Fric pour les services publics, pas pour la guerre, non au porte-avions ».

Le dimanche 26 avril à 19H, les jeunes camarades de « contre la guerre » organisent un concert au Cold Crash à Rezé pour financer leur voyage à Londres le 20 juin (...).

Camarades,

Je vais conclure en vous lisant un très court extrait du manifeste de la conférence de Kienthal le 1er mai 1916, il y a 110 ans. Cette conférence se tient un peu moins de 2 ans après le début de la 1ère guerre mondiale. La 2ème internationale à l'exception de quelques-uns et les chefs du mouvement ouvrier sombre dans l'union sacrée, à l'opposé des positions qu'ils défendaient quelques jours avant. Nous ne sommes bien entendu pas dans la même situation aujourd'hui. Nous sommes en train de constituer une puissante force indépendante à l'échelle internationale sans commune mesure.

Mais ce manifeste intitulé « aux peuples qu'on ruine et qu'on tue » est aujourd'hui d'une actualité brûlante. En voici la conclusion : « Debout contre la guerre »

« Que dans tous les pays, les gouvernements sentent grandir en vous la haine de la guerre et la volonté de revanches sociales, et l'heure de la paix sera avancée.

A bas la guerre ! Vive la paix ! »

EN DIRECT DES SYNDICATS

Carte Scolaire, une saignée pour l'école publique !

46 fermetures de classes et seulement 14 ouvertures !



Le SNUDI FO 49 est présent pour soutenir les écoles depuis l'annonce de 52 fermetures de classes fin mars. Le budget Macron-Lecornu, c'est 4 000 suppressions de postes dans l'éducation nationale, 136 postes « à rendre » pour l'académie de Nantes, 29 postes pour le Maine-et Loire.

Nous avons soutenu les rassemblements organisés par les parents d'élèves en présence des élus municipaux comme à St

Crespin-sur-Moine . Nous avons participé aux réunions publiques ou encore au conseil municipal de Loire-Authion où les parents ont exposé leurs arguments contre la fermeture d'une classe . Nous étions aux côtés des délégations qui ont souhaité être entendues à la Direction Académique avant les CSA les 3 et 10 avril...

Parents, enseignants et élus municipaux, en colère, sont venus défendre leurs écoles ! La DASEN a tout simplement refusé de recevoir certaines délégations,

comme celle de Chalonnes !

46 écoles sont finalement victimes d'une fermeture de classe à l'issue des CSA ! Des postes spécialisés ont été supprimés ou modifiés !

Le CDEN prévu le 13 avril a donc été boycotté par tous les syndicats et la FCPE.

A l'heure où le gouvernement décide d'amplifier son budget pour l'armée de 7 milliards supplémentaires, à l'heure où la militarisation de la jeunesse se met en œuvre dans les écoles, les collèges... nous disons :

De l'argent pour l'école, pour l'éducation, pas pour les porte-avions !

Le SNUDI FO appelle à amplifier la mobilisation !

Enseignants, parents, citoyens, tous unis ! RDV est donné par la FNEC-FP-FO 49 lundi 27 avril à 17h30 devant la Préfecture.

Cathy Gadin

Grève au Village Saint Exupéry



En grève le jeudi 2 avril, les agents du Village Saint-Exupéry (VSE) ont réaffirmé leur détermination face à une direction et un Département qui restent sourds à l'urgence de la situation.

Malgré l'annonce de la création de 0,5% de temps infirmier, nous sommes encore loin des revendications portées par l'intersyndicale FO et Sud : le personnel exige 2 postes supplémentaires et 0,85% de temps infirmier.

Le dispositif «Ados» est aujourd'hui en première ligne, saturé par la violence, la surcharge de travail et le manque de relais de soin. Mais la colère est générale : c'est tout le secteur social et médico-social qui craque.

Un nouveau rassemblement était organisé le 09 Avril devant le conseil départemental. Une délégation composée des représentants FO et Sud de l'établissement a été reçue par le conseil départemental.

Une AG du personnel doit avoir lieu prochainement pour décider des suites du mouvement.

EN DIRECT DES SYNDICATS

Pouvoir d'achat des salariés :

Les syndicats FO du département agissent face à l'explosion des prix des carburants

A lors que le conflit au Moyen-Orient fait flamber les prix de l'énergie, les travailleurs du Maine-et-Loire et des Pays de la Loire se retrouvent «pris à la gorge». Entre gel des salaires et plein d'essence à prix d'or, Force Ouvrière multiplie les interventions pour exiger des mesures d'urgence.

Une «double peine» pour les agents et salariés

Pour de nombreux agents de la fonction publique et du privé, l'utilisation du véhicule personnel n'est pas un luxe mais une nécessité.

La situation est devenue intenable : en à peine un mois et demi, le prix du litre a bondi de plus de 50 centimes, dépassant parfois les 2,30 €.

«Comment faire le plein à plus de 2,30 € le litre avec des salaires au plus bas ? Comment dès lors aller travailler pour gagner l'argent englouti par le réservoir ?» demande l'UD au préfet.

Ce surcoût, estimé entre 80 et 120 € par mois pour certains salariés, s'abat sur des personnels déjà fragilisés par des années de gel du point d'indice. Dans la fonction publique, la perte de pouvoir d'achat est estimée à plus de 32 % depuis 2000.

Face à cette urgence, les camarades FO du département (UD 49, Groupements départementaux et régionaux Santé et Territoriaux, syndicat VYV3) ont adressé des courriers officiels au Préfet de Maine-et-Loire, au Préfet de région, aux Maires et aux directions générales. Nos revendications sont claires :

•Le blocage des prix : Si le Président Macron et ses ministres savent bloquer la valeur du point d'indice et les salaires, ils peuvent

aussi bloquer les prix des carburants à un niveau antérieur au conflit. C'est une mesure d'urgence déjà pratiquée dans les DROM.

•Des aides financières immédiates : que ce soit par la mise en place de chèques transport, d'indemnités exceptionnelles ou de primes transport significatives

•Une revalorisation salariale permettrait aussi aux travailleurs de relever la tête que ce soit par l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice ou l'ouverture de NAO dans le privé

Nous demandons aussi aux employeurs d'assouplir le télétravail quand c'est possible, de limiter le recours au horaires coupés. Aux communes également d'actionner des fonds de secours ou la gratuité de certains services.

Les travailleurs n'ont pas à payer la note de la guerre !

Les interventions militaires ne se font jamais dans l'intérêt des travailleurs. Qu'ils soient sous les bombes ou frappés par l'inflation, ce sont toujours les salariés qui subissent les conséquences économiques des conflits décidés par les gouvernements.

La confédération a elle aussi appelé au gel des tarifs du carburant à 1.5€ le litre !

A l'initiative du gouvernement, elle a participé à une réunion, en présence de Roland Lescure ainsi que de la ministre de l'Énergie, Maud Brégeon le 07 Avril dernier.

Le discours du gouvernement est déconnecté de la réalité sociale marquée par une dégradation continue du pouvoir d'achat des salariés.

Face à cette situation, nos camarades ont souligné l'urgence d'augmentations salariales et ont dénoncé l'insuffisance des mesures gouvernementales.

« Face à cette situation exceptionnelle, il faut des mesures exceptionnelles. »

« Face à l'inflation, travailler ne doit pas signifier s'appauvrir. »

Les salariés ne paieront pas une crise de plus. L'urgence sociale impose d'agir. »

Localement nous avons en intersyndicale avec la CGT et la FSU demandé une audience au Préfet le jeudi 16 avril et appeler au rassemblement à la Préfecture à 17h30.

Continuons à mettre la pression à tous les niveaux !

PRIX DU CARBURANT : ÇA SUFFIT!

SALARIÉS, SANS EMPLOI, JEUNES ET RETRAITÉS : TOUS CONCERNÉS !

- Blocage des prix à la pompe
- Augmentation des salaires
- Dégel du point d'indice
- Augmentation ou mise en place de la prise en charge des frais de transport

RASSEMBLEMENT INTERSYNDICAL

PRÉFECTURE | JEUDI 16 AVRIL | 17H30

ENSEMBLE, FAISONS PRESSION !

la cgt FO FSU

ACTUALITÉS



Communiqué de soutien de l'UD FO 49

Aides à domicile de l'entreprise « Bien dans sa maison » : l'urgence d'une revalorisation des frais kilométriques

L'Union Départementale Force Ouvrière de Maine-et-Loire apporte son soutien plein et entier aux aides à domicile de l'entreprise « Bien dans sa maison » des agences de Cholet et St Macaire en Mauges, confrontées comme l'ensemble des salariés et des agents à une hausse brutale de plus de 30 % du coût du carburant.

Ces salariés, en première ligne pour assurer le maintien à domicile des personnes âgées et dépendantes, sont contraints d'utiliser leur véhicule personnel pour travailler. Aujourd'hui, ils paient pour exercer leur métier. Ils ont donc décidé de se mettre en grève à compter du 1er avril 2026.

Cette situation est inacceptable.

L'Union Département FO de Maine-et-Loire rappelle qu'elle a saisi le préfet sur la question de l'explosion des prix de l'énergie et du carburant conséquence de la guerre au Moyen-Orient, dénonçant une situation devenue intenable pour les salariés. Dans ce courrier, FO exige des mesures immédiates pour protéger le pouvoir d'achat et refuse que les travailleurs supportent seuls le coût de cette crise.

La situation des aides à domicile en est aujourd'hui une illustration concrète et alarmante.

Les salariés revendiquent :

- Une augmentation immédiate et significative des indemnités kilométriques à minima à 0.59 cts du km ;
- Une prise en charge des frais de stationnements ;
- Augmentation immédiate des salaires

Il est inadmissible que des salariés essentiels à l'offre de soin et au lien social soient contraints de rogner sur leur salaire pour pouvoir travailler.

L'UD FO 49 réaffirme que les salariés n'ont pas à payer les conséquences des choix économiques et politiques qui leur sont imposés.

Elle se tient aux côtés des aides à domicile pour faire aboutir leurs revendications.

à Angers, le 02 avril 2026

Union Départementale cgt-Force Ouvrière de Maine et Loire
14 place Louis Imbach - 49000 ANGERS
02.41.25.49.60

ACTUALITÉS



Mesdames et Messieurs les Députés du Maine-et-Loire

Angers, le 1^{er} avril 2026

Votez **CONTRE** la proposition de loi « Yadan » !

La proposition de loi défendue par Caroline Yadan, députée des Français de l'étranger, notamment d'Israël, sera soumise au vote de l'Assemblée nationale prochainement, peut-être dès cette semaine.

Nous vous demandons de voter CONTRE cette proposition de loi.

Il est à noter que ce projet de loi de portée générale a été précédé de la loi relative à la « **lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur** », adoptée le 2 juillet 2025, malgré **l'opposition unanime des représentants des organisations syndicales de personnels et des organisations étudiantes exprimée par une motion de la commission permanente du CNESER le 20 mai 2025.**

Censure d'un colloque de chercheurs et d'universitaires au Collège de France, interventions d'élus régionaux ou de députés pour faire interdire des conférences sur la Palestine dans diverses universités, sanction administrative infligée à l'enseignante de Sens parce qu'elle avait accepté d'observer une minute de silence à la demande de ses élèves en hommage aux enfants de Gaza : les pressions exercées à tous les niveaux pour qu'enseignants, universitaires et chercheurs se taisent sur certains sujets que des politiques ne souhaitent pas voir abordés sont malheureusement devenues monnaie courante depuis deux ans. Pour les défenseurs de la démocratie et des libertés, notamment la liberté d'expression, tout ceci est inacceptable.

La proposition de loi « Yadan » va plus loin, puisqu'elle introduit de nouveaux délits de négation d'un État ou de provocations « indirectes » à des actes de terrorisme (!) et reprend la définition de l'antisémitisme telle que donnée par l'IRHA, qui conduit à **assimiler à de l'antisémitisme la critique du sionisme** ou des politiques de l'État et des gouvernements israéliens.

Cette loi ne vise pas à protéger les juifs, au contraire. Elle les essentialise en les subordonnant tous à Israël et à toutes les atrocités commises par cet État, dont les massacres au Liban, les frappes sur des hôpitaux et des écoles, le génocide à Gaza qui se poursuit en violation du cessez-le-feu et au mépris du droit international.

Cette loi vise clairement à réprimer davantage le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, à interdire toutes les recherches et expressions académiques sur Israël ou les Palestiniens et à faire taire toute voix exigeant l'arrêt du génocide en cours, donc le cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza, la levée du blocus, l'acheminement de l'aide humanitaire, la fin des relations diplomatiques avec le gouvernement de B. Netanyahu, comme l'a fait notre Confédération à plusieurs reprises.

Cette loi liberticide ne doit pas être adoptée.

Nous vous prions de recevoir, Mesdames les députées, Messieurs les députés, nos sincères salutations.

Magali LARDEUX
Secrétaire Générale UDFO 49

ACTUALITÉS

NON à l'Allocation Sociale Unique, outil de démantèlement de la Sécurité Sociale !

Le 8 avril dernier, lors du Conseil d'Administration de la CNAF, les camarades qui représentent Force Ouvrière ont rendu un avis défavorable sans appel contre le projet de loi créant l'Allocation de Solidarité Unifiée (ASU). Derrière le prétexte de « simplification », le gouvernement prépare la destruction de notre modèle social : on ne parle plus de besoins, mais d'incitations économiques.

Une rupture avec la Sécurité Sociale

Le projet de l'ASU prévoit de fusionner les bases de ressources de prestations aussi différentes que le RSA (minimum social), la prime d'activité (« complément » de revenu d'activité bien que ce ne soit pas du salaire) et les APL (destinées à faire face au paiement d'un loyer).

Autant de besoins qui ne peuvent aujourd'hui être confondus et font l'objet de traitements spécifiques. Cela marque une rupture avec les principes de la Sécurité Sociale qui impliquent qu'à un besoin correspond une prestation.

Un jeu de «vases communicants» budgétaires

Si l'exécutif met en avant la lisibilité, FO dénonce de plus une réforme menée à budget constant. À enveloppe égale, pour créer des « gagnants » (ceux qui bénéficieraient du « gain au travail »), il faut nécessairement des « perdants ».

L'étude d'impact est d'ailleurs effrayante : 3,97 millions de ménages verraient leurs revenus diminuer, dont 1,35 million appartenant aux foyers les plus pauvres. De plus, le gouvernement refuse tout dispositif transitoire pour amortir ce choc financier, contrairement aux préconisations de la

mission flash.

L'objectif du gouvernement est de faire des économies très rapidement, en supprimant y compris massivement des postes dans les caisses car qui dit fusion des droits dit moins besoin de personnel pour gérer les allocataires ! Il faut aussi relier cette réforme à l'automatisation développée avec la mise en place de la solidarité à la source dans les CAF depuis mars 2025. Déjà, le Directeur Général de la CNAF reconnaît la suppression de 100 ETP sur les deux dernières années de la Convention d'Objectifs et de Gestion 2023-2027. Avec l'ASU, la prochaine COG promet donc d'être d'autant plus meurtrière en la matière.

L'emploi par la précarité : une logique inacceptable

Pour le gouvernement, rendre le travail « attractif » implique donc la réalisation d'économies drastiques opérées sur les droits des plus précaires pour les contraindre à accepter n'importe quel emploi et dans n'importe quelles conditions.

C'est aussi une logique qui vise à jeter l'opprobre sur les bénéficiaires des minima sociaux tout en évacuant la question des nécessaires augmentations de salaires.

Les publics les plus fragiles (jeunes, personnes éloignées de l'emploi, foyers cumulant les difficultés) seront les premières victimes de cette prétendue logique d'incitation.

La Loi Plein Emploi venait déjà précariser un peu plus les demandeurs d'emploi ou les allocataires du RSA, c'est un nouveau retour en arrière pour la classe ouvrière que propose le gouvernement !

Opacité et technocratie : un dispositif à la main du gouvernement

Le texte actuel renvoie l'essentiel des calculs (base ressources, écarts de revenus) à des décrets en Conseil d'État. Ce flou entretient une incertitude majeure pour les allocataires et permet au gouvernement de piloter les prestations par de simples réglages techniques.

Il prévoit également la création d'un groupe d'experts non paritaire chargé de fixer les niveaux de prestations. Cela est un levier pour mettre en oeuvre des décisions purement technocratiques au détriment des allocataires.

Nos revendications pour une réelle solidarité

Le projet de l'Allocation Sociale Unique est bien une attaque au lance-flammes contre les allocataires et les personnels des CAF. Mais au-delà, il s'inscrit dans l'offensive accélérée visant à faire disparaître toute la Sécurité Sociale. Macron et Lecornu cherchent ainsi à en dissoudre les principes et le fonctionnement. FO revendique :

- L'abrogation des mesures de régression (réforme des APL, loi plein emploi, montant net social).
- NON à l'Allocation Sociale Unique !
- Arrêt des suppressions de postes à la Sécurité Sociale et embauches conventionnelles nécessaires en CDI !
- Défense de la Sécurité Sociale de 1945 !

EN DIRECT DES SYNDICATS

AG de la Santé Privée du Maine-et-Loire : une mobilisation qui se renforce

L'assemblée générale de la santé privée du Maine-et-Loire s'est tenue le mardi 10 mars 2026, sous la présidence de la Secrétaire Générale de l'Union départementale, Magali Lardeux.

Elle a également accueilli plusieurs camarades et invités, dont Franck Houlgatte, Secrétaire de l'Union nationale de la santé privée, Mélanie Massé, secrétaire de groupement départemental, ainsi qu'Anthony Kerdreux, chef de file du groupe VYV, entreprise dans laquelle notre organisation compte de nombreux adhérents.

Près de trente participants se sont réunis dans un moment à la fois convivial et engagé autour d'un apéritif dînatoire.

Dans un contexte international marqué par les conflits, les échanges ont permis de rappeler que les travailleurs ne sont jamais épargnés par les conséquences des crises, qu'elles soient économiques, sociales ou géopolitiques.

Le rapport moral présenté a dressé un constat clair : tensions budgétaires, attaques sociales et instabilité politique continuent de peser lourdement sur notre sec-



teur. Mais il a aussi mis en lumière les avancées obtenues dans les conventions collectives ainsi que les mobilisations marquantes de l'année 2025.

Plus que jamais, l'accent a été mis sur la nécessité de renforcer le conseil syndical et de poursuivre le développement de notre organisation. Car c'est bien le collectif qui fait notre force.

Les débats ont été riches et constructifs, témoignant de l'implication des militants et de leur volonté de porter haut les reven-

dications.

Le rapport moral, comme le rapport financier, ont été adoptés à l'unanimité, signe d'une organisation soudée et déterminée.

Seize camarades se sont portés candidats au conseil syndical, élu lui aussi à l'unanimité. Le bureau a été renouvelé dans cette même dynamique.

Le message est clair : le bureau et le conseil syndical sont prêts, unis et déterminés à faire de 2026 une année de luttes et de conquêtes sociales.

Cécile et Jacques sont libres !

Nos camarades sont de retour en France !

Après 1 431 jours d'une détention arbitraire et inhumaine en Iran, nos deux camarades ont enfin retrouvé la liberté et leurs proches.

Leur arrestation lors d'un voyage touristique n'était qu'un prétexte à une prise d'otages d'État inacceptable.

Bon retour parmi nous, Cécile et Jacques !



1^{ER} MAI 2026

**JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE DES TRAVAILLEURS
CONTRE LA GUERRE, POUR LES REVENDICATIONS**

Du 1er Mai 1886 à Chicago aux combats d'aujourd'hui.

Le mouvement syndical se forge depuis 140 ans dans cette ambition conditionnée par la paix.

«Adhérer au syndicalisme signifie délivrer le monde de la guerre»

Léon Jouhaux

**1er Mai
2026**

**Place
IMBACH**

10h30

**2026
1886**

FO
49
UD FO Maine et Loire

